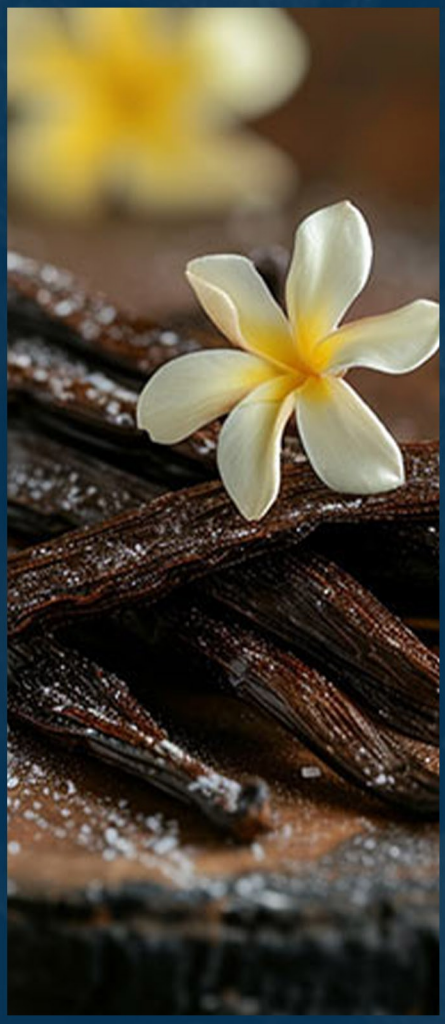
UNION DES COMORES

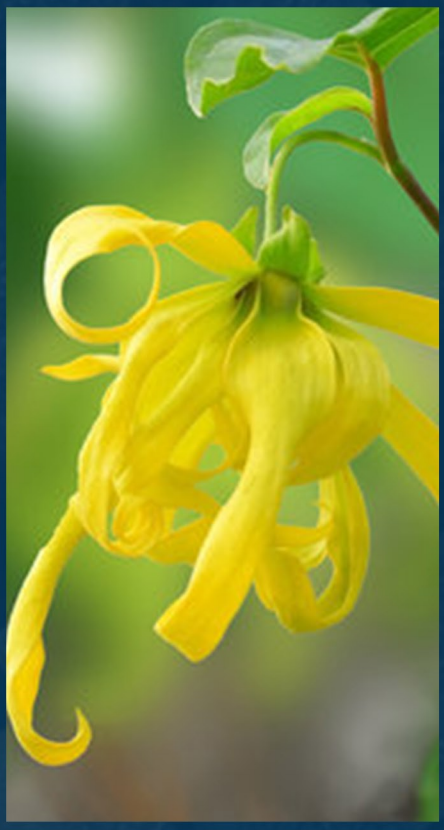
UCCIA
Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Artisanat

Office Comorien des Produits de Rente
OCPR

GUIDE DES PROCEDURES D'EXPORTATIONS DES PRODUITS DE RENTE UNION DES COMORES







EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

UNION DES COMORES

جمهورية القمر المتحدة

UNITÉ - SOLIDARITÉ - DÉVELOPPEMENT

UCCIA

Union des Chambres de Commerce
d'Industrie et d'Artisanat

Office Comorien
des Produits de Rente
OCPR

EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD

GUIDE DES PROCEDURES D'EXPORTATIONS DES PRODUITS DE RENTE - UNION DES COMORES

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS
LEXIQUE DES OPÉRATIONS DE COMMERCE INTERNATIONAL

1) CRÉATION D'UNE ENTREPRISE
1.1. Procédures et formalités
1.2. Création d'entreprise d'exportation des produits de rente

2) RÈGLEMENTATIONS ET FORMALITÉS D'EXPORTATIONS DES PRODUITS DE RENTE EN UNION DES COMORES
2.1. Procédures et formalités
2.2. Formalités douanières pour les produits de rente
2.3. L'opération d'embarquement de la marchandise
2.4. Etapes du contrôle
Le contrôle sanitaire à l'export
Le contrôle documentaire
Contrôle d'identité et physique
Le contrôle des résultats d'analyse
2.5. L'intervention du transitaire
2.6. Domiciliation bancaire
2.7. Avis d'expédition

3) PARCOURS DE L'EXPORTATEUR DES PRODUITS DE RENTE
3.1. Récapitulatif des Procédures et formalités d'exportation de la vanille
3.2. Récapitulatif des Procédures et formalités d'Exportation du girofle
Etapes
Organismes
Certificats délivrés
Délai de traitement
Couts /Frais
3.3. Récapitulatif des Procédures et formalités d'Exportation des HE ylang-ylang
3.4. Constitution du dossier de l'opération d'exportation
3.5. L'opération d'embarquement de la marchandise

4) INCOTERMS ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX
4.1. Incoterms
4.2. Paiements internationaux :
4.3. Documents d'expédition

5. RECOMMANDATIONS
5.1. Au niveau de la sensibilisation
5.2. Au niveau des informations sur les marchés extérieurs
5.3. Au niveau de l'amélioration des procédures d'exportation
5.4. Au niveau des taxes à l'exportation
BIBLIOGRAPHIE :
ANNEXES

AVANT-PROPOS

L'union des Comores vient de signer plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux et adhérer l'OMC et plusieurs groupements régionaux. L'ouverture de l'économie comorienne au vu de son intégration à l'économie mondiale augure une nouvelle phase de développement économique du pays avec des opportunités potentielles mais aussi de défis à relever.

L'un des prérequis de l'intégration du pays à l'économie mondiale réside en l'amélioration de l'environnement des affaires pour que les acteurs privés nationaux et étrangers puissent évoluer dans un cadre propice mettant en exergue les avantages compétitifs des Comores.

C'est dans ce cadre-là que le présent document a été élaboré et portant les procédures des exportations des trois produits de rente : huiles essentielles d'ylang-ylang, vanille et girofle.

Le guide vise à éclairer les exportateurs sur les mécanismes et procédures des opérations d'exportations. Destiné principalement aux acteurs de l'exportation mais aussi aux primo-exportateurs qui veulent se lancer dans la conquête du marché international.

Ce document va permettre non seulement de maitriser le parcours de l'exportation par les acteurs privés mais aussi de tirer les conclusions nécessaires aux pouvoirs publics d'améliorer et d'alléger les procédures du commerce extérieur.

Ce travail a été élaboré grâce au soutien financier d'Expertise France dans le cadre du projet AFIDEV. Nous tenons à exprimer notre gratitude à toutes les organisations publiques et privées qui ont contribué à l'élaboration de ce document plus particulièrement l'UCCIA, OCPR et la Direction Générale des Douanes qui nous ont accompagnés tout au long de notre mission.

Nous espérons et sommes convaincus que ce guide sera un outil idéal pour les présents et futurs exportateurs expérimentés qui veulent se lancer vers l'exportation et un outil de réflexion pour les pouvoirs publics pour l'amélioration du climat des affaires aux Comores.

LEXIQUE DES OPÉRATIONS DE COMMERCE INTERNATIONAL

EXW : Sortie Usine

FCA : Franco transporteur

FLB : Franco le long du bateau

FAB : Franco à Bord

CFR : Cout et Fret

CAF : Cout, assurance et fret

POP : Port payé

PAP : Port et assurance payé

D/A : Document contre acceptation

D/P : Document contre paiement

HAP : Heure d'arrivée Prévue

SGC : Système généralisé de préférences

UCCIA : Union des Chambres de Commerces, D'industrie et de l'Artisanat

OCPR : Office Comorien des Produits de rentes

INRAPE : Institut National pour la Recherche Agricole, Pêche et Environnement

DGI : Direction Générale des Impôts

COMESA : Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe

ZLECAF : Zone de libre-échange continentale Africaine

ANPI : Agence Nationale pour la Promotion des Investissements

BCC : Banque Centrale des Comores

BIC : Banque pour l'Industrie et le Commerce

REX : Exportateur Enregistré

BDC : Banque de Développement des Comores

SECTION 1

CRÉATION D'UNE ENTREPRISE

En Union des Comores, il est recommandé de se formaliser avant d'entamer une quelconque opération d'exportation.

Pour se faire, contacter l'ANPI particulièrement le service de création d'entreprise pour la création et l'immatriculation de la société.

1.1. PROCÉDURES ET FORMALITÉS

L'immatriculation de la société se fait selon les modalités suivantes :

• Formulaire de demande de création d'entreprise dument rempli, disponible au BCE (voir ANPI)
• Trois copies originales et copie certifiée des statuts signé par les associés ou actionnaires enregistrés au domaine et certifié par le notaire (voir ANPI)
• Copie de la carte d'identité recto verso ou passeport des associés ou actionnaires et du registre de commerce et du crédit Mobilier (RCCM) pour l'associé a une personne morale ;
• Copie de la carte d'Identité (recto verso) ou du passeport du gérant, Président directeur général/Administrateur (cas du gérant non associé)
• Bordereau de versement du capital social (dans un compte ouvert au nom d'une société en formation) auprès d'un établissement bancaire de crédit ;
• Un exemplaire de la déclaration notariée la souscription et de versement du capital social (voir ANPI)
• Deux exemplaires de la liste certifiée conforme des gérants, Administrateurs ou associés tenus ;
• Un extrait de casier judiciaire du (des) gérant (s) original d'au moins de 3 mois
• Un certificat de résidence du gérant / administrateur
• Copie de la carte de résidence pour les étrangers
• L'autorisation préalable lorsque l'activité est réglementée
• La copie de bail, du titre de propriété ou du contrat de domiciliation du siège social
• Une procuration si nécessaire

Le délai de délivrance du registre de commerce est de 72 heures mais tout dépend aussi de la transmission et du traitement de dossier entre l'Agence Nationale de la Promotion des Investissements et des institutions concernées, le greffier du tribunal de commerce.

1.2. CRÉATION D'ENTREPRISE D'EXPORTATION DES PRODUITS DE RENTE

- Lettre de demande de création d'entreprise d'exportation des produits de rente à l'INRAPE
- Carte professionnelle délivrée par l'OCPR, les frais sont de 5000 Franc Comorien
- Vignette de création de société 'exportation des produits de rentes délivrée par l'OCPR
- Délivrance d'une autorisation de création d'entreprise de produit de rente délivrée par l'INRAPE
- Délivrance du RCCM par l'ANPI
- Nif gratuit
- Patente : cout selon la filière
- Lettre de demande d'agrément de société d'exportation des produits de rentes 250 000f
- Attestation de validation d'exportation des produits de rentes.

SECTION 2

RÈGLEMENTATIONS ET FORMALITÉS D'EXPORTATIONS DES PRODUITS DE RENTE EN UNION DES COMORES

2.1. PROCÉDURES ET FORMALITÉS

En Union des Comores l'exercice de l'activité d'exportation est soumis à des procédures établies par des lois, décrets, Arrêtés et notes de services. Il convient de se conformer selon les modalités d'applications.

Cependant, l'exportation des produits de rente est soumise à l'avis préalable du Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Artisanat, des Finances du Budget, de l'Economie, des Investissements et de l'Intégration Economique.

Les exportations des Comores sont effectuées sur autorisation de l'INRAPE (Institut National de la Recherche Agricole, Pêche et Environnement) et par la délivrance du certificat d'origine par l'administration des douanes.

POUR RAPPEL : Le Certificat d'origine est la preuve du statut de « produits originaires », éligibles au traitement préférentiel entre les pays membres d'une communauté économique régionale (CER) ou non préférentiel dans les rapports commerciaux avec les pays tiers, pour des fins statistiques du commerce extérieur.

L'autorité douanière compétente délivre le certificat d'origine et l'autorisation d'embarquement, pour l'exportation dans les conditions subordonnées à la présentation par le requérant des documents suivant :

- Facture commerciale ou Pro forma, le cas échéant ;
- Certificat phytosanitaire pour les produits de rentes et alimentaires ;
- Déclaration en douane dûment signée par la douane ;
- Formulaire de système généralisé de préférence pour les produits de rentes à destination de l'Europe
- A l'exportation, les déclarations et informations établies par l'exportateur sont supportées par des documents justifiant l'origine et l'expédition des marchandises devant bénéficier du traitement tarifaire.
- La signature de l'exportateur engage sa responsabilité vis-à-vis de la Douane et des tiers ; la production de faux documents est passable d'amendes.
- Après vérification d'usage, le Certificat fourni à l'exportateur doit être visé par les Services douaniers habilités de son pays. Aux Comores, c'est le Bureau d'origine qui est compétent.

Au titre des mesures d'exportation ; l'Union des Comores taxe certains produits de rentes d'exportations, aussi elles font l'objet de contrôle à l'embarquement et l'émission du bon à embarquer est systématique après contrôle documentaire et physique.

2.2 . FORMALITÉS DOUANIÈRES POUR LES PRODUITS DE RENTE

Après règlement des formalités du Contrôle (sanitaire, phytosanitaire par l'INRAPE) et les formalités du transport (aérien ou maritime) et après obtention du certificat d'origine, l'exportateur constitue un dossier d'exportation comprenant les pièces suivantes :

Déclaration d'exportation
- Facture commerciale
- Note de colisage
- Titre d'exportation
- Titre de transport
- Certificat d'origine
- Certificat de contrôle des produits de rentes
- Certificat de conditionnement.

2.3. L'OPÉRATION D'EMBARQUEMENT DE LA MARCHANDISE

Les Comores disposent déjà d'un système douanier automatisé basé sur les normes tel que : SYDONIA Word.

Ce système permet non seulement de simplifier et d'accélérer les échanges mais aussi de garantir l'application transparente et uniforme des droits et taxes de générer des recettes publiques, de contribuer à lutter contre la corruption et veiller aux respects des normes.

Ce système facilite :
- L'enregistrement dans le système du SYDONIA par procédé informatique ;
- La vérification de la déclaration
- La programmation de la visite de la marchandise le cas échéant ;
- L'Emission du bon à charger pour l'embarquement de la marchandise
- L'autorisation d'exportation délivrée par l'INRAPE

2.4. ETAPES DU CONTRÔLE

L'exportation des produits de rentes est soumise aux dispositions réglementaires exigées par les pays destinataires. Le contrôle sanitaire à l'exportation est assuré par l'INRAPE et ses antennes d'Anjouan et Mohéli même si ces dernières sont obligées de passer par la Direction Générale.

Dans le but de faciliter les opérations de contrôles et de transit des marchandises , les opérateurs sont tenus d'informer ou communiquer les renseignements aux services d'inspections concernés à l'avance (port et aéroport) en fournissant une description détaillée des produits qui seront exportés afin de s'assurer en premier lieu que les Comores sont autorisées à exporter ces produits (vanille, girofle, ylang-ylang) vers les pays de destination et d'autres part que le produit répond aux exigences sanitaires du pays destinataire.

LE CONTRÔLE SANITAIRE À L'EXPORT

• Contrôle documentaire, d'identité et physique. Le control doit prendre en considération les exigences sanitaires stipulées par la réglementation sanitaire en vigueur des pays destinataires des produits exportés.
• Les certificats phytosanitaires et conditionnements sont délivrés afin d'attester que les produits de rentes sont réglementés satisfont aux exigences phytosanitaires à l'importation des pays importateurs et sont conformes à la déclaration de certification.

• (Certains pays exigent le certificat d'origine COMESA pour autoriser l'entrée du produit dans leurs pays comme le Royaume-Unis.
L'OCPR utilise le système de guichet unique du COMESA, il est ainsi en conformité avec la douane et l'INRAPE.

La demande à l'OCPR d'une attestation d'exportation des produits de rente nécessite :
• La délivrance d'un quitus d'exportation des produits de rente
• D'un certificat de conditionnement et d'origine
• D'un Certificat Phytosanitaire

LE CONTRÔLE DOCUMENTAIRE

Consiste à vérifier la forme et le contenu des documents sanitaires. Chaque produit exporté doit faire l'objet d'un contrôle documentaire pour s'assurer que :
• L'Union des Comores est autorisé à exporter le produit enregistré vers le pays de destination ;
• L'établissement d'origine est agréé par les autorités compétentes ;
• Le certificat sanitaire correspond aux lots à exporter ;
• Les produits à exporter répondent aux exigences sanitaires des pays de destination figurant dans le certificat d'origine.

LE CONTRÔLE DES RÉSULTATS D'ANALYSE

Ce contrôle consiste à vérifier la conformité des résultats des lots des produits à exporter avec les exigences réglementaires des pays destinataires.

2.5. L'INTERVENTION DU TRANSITAIRE

Le transitaire prépare les documents ci-après en plusieurs exemplaires dont une copie à délivrer à l'exportateur, une copie sera envoyée à l'importateur et une copie à la banque commerciale :

• La facture douanière
• Les factures consulaires (s'il y a lieu)
• La liste de marquage ou le bordereau d'expédition spécial
• L'assurance et le certificat d'assurance
• Le connaissement

2.6. DOMICILIATION BANCAIRE

Le produit de l'exportation des marchandises hors Comores doit faire l'objet d'une domiciliation auprès d'une banque intermédiaire lorsque sa valeur dépasse cinq millions de Francs (5 000 000 KMF).
L'intermédiaire doit ouvrir un dossier au nom de l'exportateur comportant

• Un engagement de change ;
• Une copie du contrat d'exportation
• Un exemplaire du certificat d'origine au règlement de l'exportation domiciliée ;
• Un exemplaire de la déclaration d'exportation ;
• L'avis de transfert reçu via la banque intermédiaire ou autres banques

L'exportation est considérée comme effective dès lors que les marchandises ont été déclarées à l'exportation et que la douane s'assure de la concordance des indications portées sur les documents susmentionnés (nature, destination, quantité, valeur).

2.7. AVIS D'EXPÉDITION

L'exportateur doit envoyer un avis de livraison à l'importateur par mail, après que l'expédition soit réalisée avec mention de l'heure de départ prévue et heure d'arrivée prévue.

SECTION

3

PARCOURS DE L'EXPORTATEUR DES PRODUITS DE RENTE

Le parcours d'exportation est complexe avec de nombreuses structures et des tarifs variables. Les taxes, impôts redevance varient chaque année, il est recommandé d'en informer l'exportateur en avance car ces frais constituent un élément de cout impactant la compétitivité du produit sur le marché international.

On constate que le système d'enregistrement dans le Sydonia n'est pas adapté à la réalité des exports mais peut jouer un rôle majeur de centralisateur des données et diminuer le long parcours des formalités d'exportations.

Il a été convenu que les structures qui interviennent dans les démarches d'exportation utilisent un Guichet Unique que la banque Mondiale a même formé en 2022, des agents des différents services intervenant dans le domaine d'exportation pour mettre en pratique le système.

LE GUICHET UNIQUE : Le système de guichet unique permet aux opérateurs d'obtenir les documents et les licences nécessaires aux procédures douanières à partir d'un point de contact unique d'exécuter et de finaliser leurs procédures douanières par le biais d'un point d'application unique.

Les demandes de documents sont soumises par le biais du service du système de guichet unique sous le menu du ministère du commerce ou des Finances. Il convient de sélectionner le document pertinent et l'institution chargée d'évaluer la demande. Les demandes sont acceptées par les institutions compétentes aux fins de leur évaluation. Si la demande est approuvée, elle est confirmée et un numéro de document électronique est généré par le système. Ce numéro est mentionné dans la déclaration douanière correspondante.

Le système national de guichet unique est basé sur une plateforme électronique et les données lui sont soumises sous forme électronique. Les systèmes clients peuvent s'interfacer via des services Web. Toutes les institutions concernées sont intégrées dans le système de guichet unique et les données qui sont utilisées pour la déclaration en douane peuvent être partagées entre elles. L'importateur, l'exportateur, et l'agent en douane autorisés par l'administration des douanes peuvent soumettre des données.

3.1. RÉCAPITULATIF DES PROCÉDURES ET FORMALITÉS D'EXPORTATION DE LA VANILLE

Etapes	Organisme	Certificats délivrés	Délai de traitement	Couts /Frais
Demande Agrément	INRAPE	Certificat d'agrément	1 jour	**250 000f**
Renouvellement Agrément	INRAPE	Certificat d'agrément	Annuel	**30 000f**
Demande d'exportation	INRAPE	Accord de la demande	1 semaine	**-----**
Vignette d'exportation	OCPR	Vignette / an	1 journée	**75 000f**
Licence d'exportation	OCPR	Licence / an	1 journée	**30 000f**
Demande d'exportation de contrôle qualité et quantité	OCPR	Quitus, Certificat de Contrôle du Conditionnement et d'origine Certificat phytosanitaire	1 Journée	**2000f/kg**
Contrôle du produit	INRAPE	Reçu et certificat phytosanitaire	1 journée	**10 000f et 5 f/ kg**
Taxe d'exportation	AGID	quittance	1 journée	**1000f/kg**
Déclaration	INRAPE	Validation de la déclaration	1 journée	------
DAU/SYDONIA	DOUANE	Certificat d'origine	5 heures	—**1000 fc**
Contrôle documentaire et physique le cas échéant	DOUANE	Bon à embarquer ou mis à quai	3 heures	Zéros francs Sous couvert de présentation de la déclaration de recettes DGI
Liquidation de la déclaration	DOUANE-INRAPE	Valide la déclaration	1 journée	--------
Taxe	ADC/COMAIR	Reçu de paiement	1 journée	**160f/kgx2**
Dépôt douane	COMAIR	Reçu	1 Journée d'embarquement	

3.2. RÉCAPITULATIF DES PROCÉDURES ET FORMALITÉS D'EXPORTATION DU GIROFLE

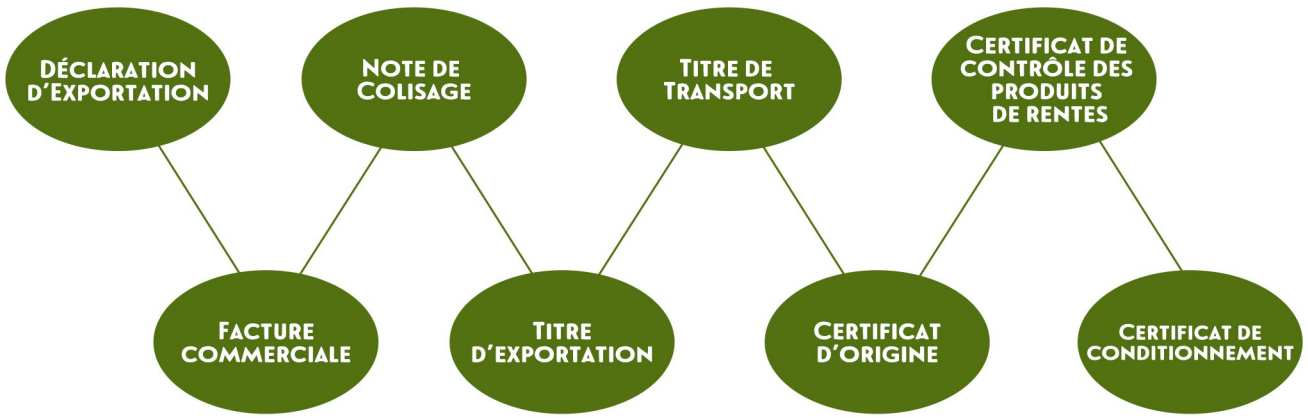
Etapes	Organismes	Certificats délivrés	Délai de traitement	Couts /Frais
Demande Agrément	INRAPE	Certificat d'agrément	1 jour	**250 000f**
Renouvellement Agrément	INRAPE	Certificat d'agrément	Annuel	**30 00f**
Demande d'exportation	INRAPE	Accord de la demande	1 semaine	**-----**
Vignette d'exportation	OCPR	Vignette / an	1 journée	**75 000f**
Licence d'exportation	OCPR	Licence / an	1 journée	**30 000f**
Demande d'exportation de contrôle qualité et quantité	OCPR	Quitus, Certificat de Contrôle du Conditionnement et d'origine Certificat phytosanitaire	1 Journée	**2000f/kg**
Contrôle du produit	INRAPE	Reçu et certificat phytosanitaire	1 journée	**10 000f et 5 f/ kg**
Taxe d'exportation	AGID	quittance	1 journée	**1000f/kg**
Déclaration	INRAPE	Validation de la déclaration	1 journée	------
DAU/SYDONIA	DOUANE	Certificat d'origine	5 heures	**1000 fc**
Demande de contrôle du produit	INRAPE	Fiche d'inspection	I journée	**5000f** Déplacement agent Inrape au dépôt
Liquidé la déclaration	DOUANE-INRAPE	Valide la déclaration	**1** journée	**--------**
Taxe	ADC/COMAIR	Reçu de paiement	1 journée	**160f/kgx2**
Dépôt douane	COMAIR	Reçu	1Journée d'embarquement	
Contrôle documentaire et physique le cas échéant	DOUANE	Bon à embarquer ou mis à quai	3 heures	Zéros francs Sous couvert de présentation de la déclaration de recettes DGI

3.3. RÉCAPITULATIF DES PROCÉDURES ET FORMALITÉS D'EXPORTATION DES HE YLANG-YLANG

Etape	Assiette Montant	Fréquence	Organismes	Couts
Patente d'exportateur	Fixe + part variable	Annuelle	AGID/ Patente	**1 500 000**
Autorisation d'exportation	Fixe	Annuelle	OCPR	**800 000**
Carte Professionnelle	Fixe	Tri Annuelle	Economie	**8333**
Contribution OCPR	Déclaré à l'export/Extra	Par export	OCPR	**216 000**
Taxe à l'Aéroport	7% de la valeur déclarée	Douane 1%	OCPR/DOUANE	**78 720**
Contrôle phytosanitaire	25 000+100 f / Bidon	Par export	INRAPE	**25000f+100f/** Bidon
Certificat d'origine		Par export	DOUANE	----------
Autorisation d'exportation	Fixe	Par export	Commission de Contrôle	**25 000 + 10 000f/** pers si la Commission de 6 pers se déplacent au magasin de stockage
Demande de formalité pour embarquement	Transitaire	Par export	DOUANE	NC

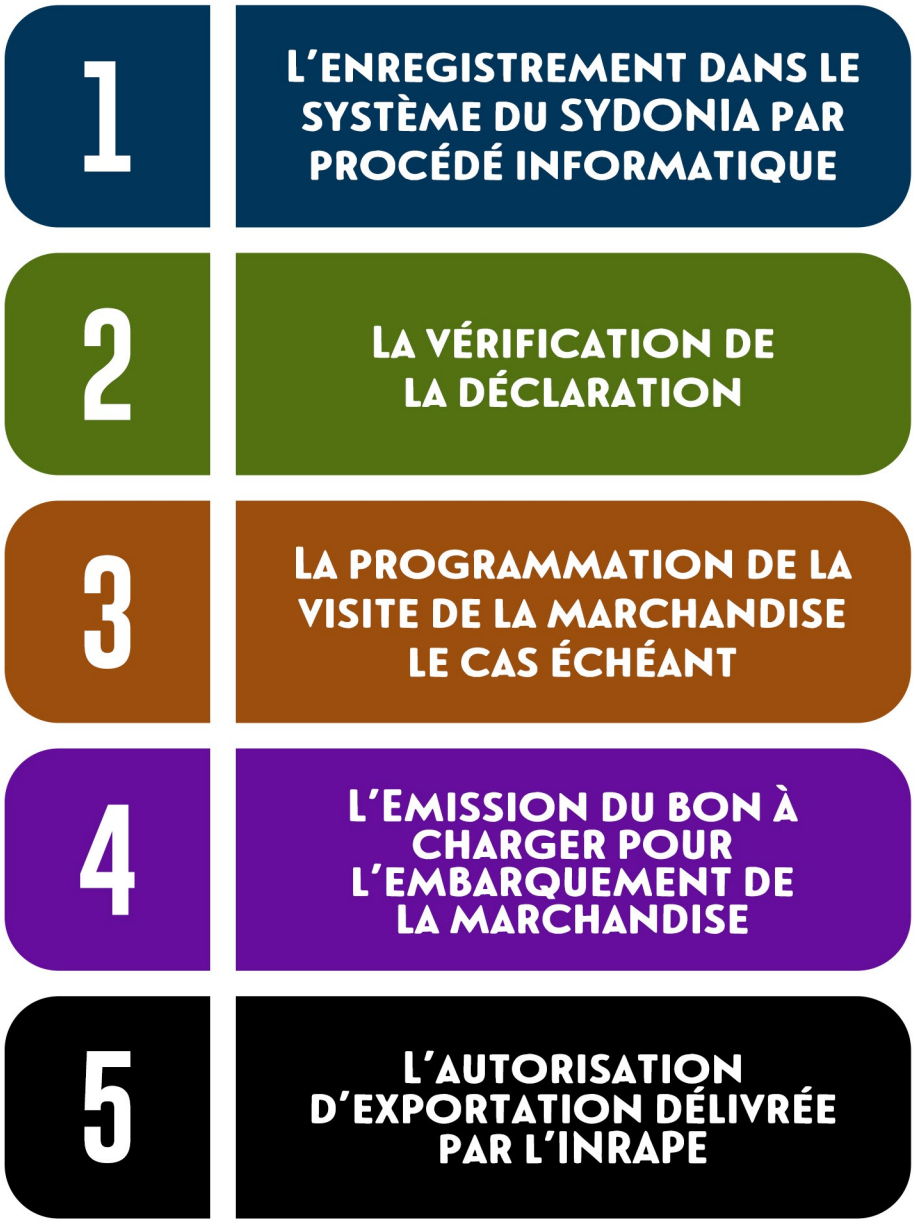
3.4. CONSTITUTION DU DOSSIER DE L'OPÉRATION D'EXPORTATION

Après règlement des formalités du Contrôle (sanitaire, phytosanitaire par l'INRAPE) et les formalités du transport (aérien ou maritime) et après obtention du certificat d'origine, l'exportateur constitue un dossier d'exportation comprenant les pièces suivantes :



3.5. L'OPÉRATION D'EMBARQUEMENT DE LA MARCHANDISE

Les Comores disposent déjà d'un système douanier automatisé basé sur les normes tel que : SYDONIA Word. Ce système permet non seulement de simplifier et d'accélérer les échanges mais aussi de garantir l'application transparente et uniforme des droits et taxes de générer des recettes publiques, de contribuer à lutter contre la corruption et veiller aux respects des normes.



SECTION 4

INCOTERMS ET PAIEMENT INTERNATIONAUX

4.1. INCOTERMS

Le commerce international possède sa terminologie propre. Les expressions suivantes sont des termes commerciaux généraux que les nouveaux exportateurs rencontreront au cours des discussions commerciales.

SORTIE USINE (EXW) : au terme de cette condition, l'exportateur met la marchandise à la disposition de l'importateur dans les locaux de l'exportateur ou à un autre lieu désigné (à savoir chantier, usine, entrepôt, etc.). Cette condition représente l'obligation minimale pour l'exportateur. L'importateur doit supporter tous les coûts et risques liés à l'acheminement de la marchandise depuis les locaux de l'exportateur.

FRANCO LE LONG DU BATEAU (FAS) : au terme de cette condition, l'exportateur s'engage à livrer la marchandise le long du bateau sur le quai du port désigné et à supporter la totalité des coûts qui en découlent jusqu'au point convenu. Après ce point, l'importateur prend en charge la totalité des coûts tels que le fret maritime et la prime d'assurance. Cette condition ne peut être utilisée que pour le transport maritime ou fluvial.

FRANCO À BORD (FOB) : au terme de cette condition, l'exportateur met la marchandise à bord d'un bateau au port désigné et supporte la totalité des coûts en découlant jusqu'au point convenu. Après ce point, l'importateur prend en charge la totalité des coûts tels que le fret maritime et la prime d'assurance.

COÛT ET FRET (CFR) : le CFR est composé du FOB mentionné ci-dessus et du fret maritime. Au terme de cette condition, l'exportateur supporte les coûts et les frais de transport maritime nécessaires pour acheminer les marchandises du port d'embarquement au port de destination. La prime d'assurance est laissée à la charge de l'importateur.

COÛT, ASSURANCE ET FRET (CAF) : le CAF est composé du FOB mentionné ci-dessus, plus le fret maritime et la prime d'assurance. Au terme de cette condition, l'exportateur supporte tous les coûts pour livrer la marchandise au port de destination désigné compris le fret maritime et la prime d'assurance.

FRANCO TRANSPORTEUR (FCA) : au terme de cette condition, l'exportateur livre la marchandise au transporteur désigné par l'importateur au lieu convenu, par exemple, terminal à conteneurs. L'exportateur supporte tous les coûts y afférents jusqu'au point convenu. L'importateur doit supporter tous les coûts après ce point.

PORT PAYÉ (CPT) : le CPT est composé du Franco transporteur (FCA) susmentionné et du fret
Port et assurance payés (CIP)
Le CIP est composé du Franco transporteur (FCA) susmentionné et de la prime d'assurance.

Comment calculer le coût :
- Avant d'envoyer un devis aux importateurs, vous devez estimer les coûts suivants.
- Coût de conditionnement ou d'achat des produits d'exportation.
- Les coûts de transport pour acheminer les marchandises à un port ou un aéroport aux Comores.
- Fret maritime ou fret aérien vers un pays importateur.

• L'assurance maritime
• Votre bénéfice
En cas de vente FOB, vous avez besoin de faire l'estimation des coûts de (a, b et e).
En cas de vente CAF, vous avez besoin de faire l'estimation des coûts de (a à e).

Quelques conseils pratiques sur l'affrètement de vos produits
Avant d'expédier vos produits, vous devez vous renseigner auprès des sociétés d'affrètement pour connaitre le meilleur taux et le circuit disponible pour que vos produits arrivent à votre acheteur, à temps. Il existe plusieurs méthodes de livraison de vos produits à l'importateur, tels que :
• Fret aérien
• DHL
• Par voie maritime

4.2. Paiements internationaux :

Ci-après les différentes méthodes de base couramment utilisées dans des paiements internationaux pour les exportations :

Le paiement anticipé : C'est la méthode la plus souhaitable pour l'exportateur, mais l'importateur peut refuser d'accepter cette méthode parce qu'il peut penser qu'elle pourrait présenter des risques. Des virements télégraphiques et des cartes de crédit sont couramment utilisés. Dans ce monde compétitif actuel, il est difficile pour l'exportateur d'obtenir de l'importateur l'acceptation du paiement anticipé.

Le paiement au terme d'une lettre de crédit : L/C est un document délivré par une banque conformément aux instructions d'un importateur, autorisant l'exportateur à tirer une somme d'argent dans les conditions prévues. Pour une meilleure compréhension.

Une lettre de crédit peut être soit irrévocable soit révocable.

L/C Irrévocable : elle ne peut être modifiée à moins que toutes les parties concernées, y compris l'exportateur, l'importateur et la banque émettrice soient d'accord pour apporter le changement.

L/C Révocable : elle peut être modifiée ou annulée de façon unilatérale par l'importateur. Une L/C révocable est déconseillée à l'exportateur.

L/C Confirmée : une deuxième banque appelée « banque confirmatrice » garantit le paiement en plus de la banque émettrice. La banque confirmatrice ajoute son propre engagement irrévocable pour honorer le crédit au cas où la banque émettrice faisait défaut. En effet, le bénéficiaire dispose de deux banques garantes.

Documents contre paiement (D/P) : la banque fournit les « documents d'expédition » à l'importateur uniquement contre paiement. L'exportateur est beaucoup plus exposé aux risques que lorsque les transactions sont garanties par une lettre de crédit.

DOCUMENTS CONTRE ACCEPTATION (D/A) : la banque fournit les « documents d'expédition » à l'importateur contre l'acceptation de la Lettre de Change (L/C) par l'importateur. Si le contrat est « à 30 jours après examen des documents », par exemple, l'importateur accepte la L/C, reçoit les « Documents d'expédition » et effectue le paiement 30 jours après la date d'acceptation.

COMPTE OUVERT : les marchandises sont expédiées et livrées à l'importateur avant l'échéance du paiement. Ceci est la méthode la plus souhaitable pour l'importateur, mais qui présente de grands risques pour l'exportateur.

4.3. DOCUMENTS D'EXPÉDITION

D'une manière générale, les principaux documents qui composent les opérations d'exportation sont :

LA FACTURE COMMERCIALE : une facture commerciale doit contenir des informations de base sur les transactions, la désignation et le prix des marchandises. Il est important que la facture soit correcte et complète. Si la douane décide d'ouvrir un chargement et trouve des éléments décrits de façon erronée ou non inclus, cela est considéré comme une faute grave. Rien ne doit être omis sur la facture.

BORDEREAU D'EXPÉDITION : il doit inclure les détails de chaque produit contenu dans chaque emballage.

CONNAISSEMENT (B/L) : le B/L a quatre fonctions principales :
- Il sert de reçu pour les marchandises en provenance de la société de transport à l'exportateur.
- Il sert de preuve au contrat de transport entre l'exportateur et l'entreprise de transport.
- C'est un document quasi-négociable. Tout cessionnaire qui prend possession d'un connaissement endossé obtient un titre valable, à condition que le cédant ait un titre valable en premier lieu.
- Il sert de titre de propriété aux marchandises expédiées à l'étranger.

Les marchandises ne pourront être dédouanées au niveau du port étranger que contre la production de l'un des Connaissements originaux
Lorsque les exportateurs paient le fret, Fret payé à l'avance est mentionné sur le B/L.
Lorsque les importateurs paient le fret, Fret payable à destination est mentionné sur le B/L

LETTRE DE TRANSPORT AÉRIEN : émise par une compagnie aérienne lorsque les marchandises sont expédiées par avion. Elle est non négociable contrairement au Connaissement à ordre. Il est fréquent de voir sur une lettre de transport aérien la banque de l'importateur comme le destinataire. Ensuite, l'importateur est censé payer la banque pour obtenir un ordre de livraison émis par la banque.7

L'ordre de livraison permet aux importateurs d'obtenir une main levée des marchandises par l'aéroport. L'exportateur doit obtenir l'accord préalable de l'importateur et de la banque de l'importateur avant que les marchandises ne soient consignées à l'ordre de la banque

SECTION 5

RECOMMANDATIONS

Compte tenu de ce qui précède, il s'avère qu'un grand chantier reste à mener par les Comores pour améliorer les procédures du commerce extérieur notamment au niveau des exportations. En effet, les produits des trois filières de rente représentent à eux seuls plus de 90 % de la valeur des exportations, une revue du cadre règlementaire et procédural du secteur de l'exportation est de nature à mieux positionner les produits comoriens sur les marchés d'exportation et capter plus de valeur sur le commerce de ces produits. A ce titre il est recommandé ce qui suit :

5.1. AU NIVEAU DE LA SENSIBILISATION

• Disséminer toutes informations liées aux opérations d'exportations notamment la synthèse du présent guide à tous les acteurs (ateliers de sensibilisation, plateformes des organismes publics et structures du secteur privé).
• Former les agents du CAPEX et de l'OCPR sur les procédures d'exportation des produits de rente.
• A travers les services du CAPEX et de l'OCPR, appuyer les acteurs privés dans les démarches administratives lors des opérations d'exportation des produits de rente.

5.2. AU NIVEAU DES INFORMATIONS SUR LES MARCHÉS EXTÉRIEURS

• Renforcer les services du CAPEX (à l'UCCIA et les 3 CCIA) et de l'OCPR sur les exigences d'accès aux principaux marchés d'exportation (marchés prioritaires identifiés par les études des marchés internationaux élaborées dans le cadre du projet AFIDEV).
• Renforcer les services du CAPEX (à l'UCCIA et les 3 CCIA) et de l'OCPR sur les règles d'origine (aspects important dans les procédures d'exportation).

5.3. AU NIVEAU DE L'AMÉLIORATION DES PROCÉDURES D'EXPORTATION

• Sur le court terme : enclencher des réunions de concertation public et privé sur la base de du présent document afin d'alléger et réduire les couts des procédures liées à l'opération d'exportation. L'UCCIA, l'OCPR et l'ANPI (institution en charge de l'amélioration du climat des affaires) peuvent porter cette activité en renforçant leur coopération institutionnelle.
• Sur le long terme : et dans une perspective stratégique, les autorités publiques doivent songer au chantier de la liasse unique dématérialisée et la mise en place du guichet unique dédié aux opérations d'exportations.

5.4. AU NIVEAU DES TAXES À L'EXPORTATION

• La compétitivité du produit est un élément crucial pour l'entreprise comorienne désirant s'orienter vers les marchés internationaux. Vu la concurrence acharnée sur les trois produits de rente, il serait opportun de lancer le débat sur les taxes infligées à l'exportation des trois produits de rente tenant compte de l'équilibre budgétaire de l'Etat et de la compétitivité de l'offre comorienne.

BIBLIOGRAPHIE

• Les clefs de l'exportation ; manuel pour les PME exportatrices ITC- Guide export-générique Benin
• Amélioration de la compétitivité des exportations des filières vanilles, ylang-ylang et girofle aux Comores CIRAD/ITC/ PNUD
• Rapport annuel BCC 2023
• Décret création OCPR
• Décret de promulgation de loi sur le commerce extérieur Union des Comores 2021
• Guide de l'Investisseur aux Comores
• Code des Douanes 2021
• Code des Impôt 2023
• Loi INRAPE
• La chaine de valeur des huiles essentielles d'ylang-ylang des Comores

Entre crises et développement durable : **PIERRE JOHNSON.**

ANNEXES

Documents demandés pour la création d'entreprise (ANPI)
Quitus d'exportation (OCPR)
Agrément (vignette OCPR)
Certificat phytosanitaire (OCPR)
Certificat de contrôle du conditionnement et d'origine (OCPR)
Licence d'exportation (INRAPE)
Certificat Phytosanitaire (INRAPE)
Fiche de Conformité (INRAPE)
Fiche d'inspection sanitaire (INRAPE)
Certificat d'origine COMESA (DOUANES)

ANNEXES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Economie, de l'industrie des Investissements
Chargé de l'intégration économique

ANPI
AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Pièces à Fournir :

1.Formulaire de demande de création d'entreprise dûment rempli, disponible au BCE (voir ANPI)
2. Trois copies originales et copie certifiée des statuts signés par le(s) associé(s) ou actionnaire(s) enregistrés au domaine et certifiés par le notaire (voir ANPD) ;
3. Copie de la carte d'identité recto/verso ou du passeport des associés ou actionnaires et/ou de la copie du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) pour l'associé personne morale ;
4. Copie de la carte d'identité (recto/verso) ou du passeport du (des) gérant(s)/Président Directeur Général/ Directeur Général/Administrateur (cas du gérant non associé) . . . ;
5. Bordereau de versement du capital social (dans un compte ouvert au nom d'une société en formation) auprès d'un établissement bancaire/de crédit;
6. Un exemplaire de la Déclaration notariée de Souscription et de Versement du capital social (Voir ANPI) ;
7. Deux exemplaires de la liste certifiée conforme des gérants, administrateurs ou associées tenus indéfiniment et personnellement, ou ayant le pouvoir d'engager la société (procès-verbal) ;
8. Un extrait du casier judiciaire du (des) gérant(s) (original d'au moins de trois [3] mois)
9. Certificat de résidence du gérant/Administrateur .
10. Copie de la carte de résident pour les étrangers (Gérant, Cogérant, Administrateur, DG, PDG)
11. L'autorisation préalable lorsque l'activité est réglementée ;
12. La copie du bail, du titre de propriété ou du contrat de domiciliation du siège social.
13. Une procuration légalisée si nécessaire
14. Une (01) chemise cartonnée ou en plastique à élastique (couleur noire exclue)

15. Frais d'enregistrement et de traitement du dossier :

Services	Opérations	Coût de création		
		SARL/SARLU		SA
		Option 1	Option 2	
Notaire	Déclaration de souscription et de versement du capital		35 0000	35 000
	Authentification des statuts	10 000		
Domaine[1]	Droit d'enregistrement & frais de timbres	31 000	31 000	125 000
Greffe	Immatriculation au Registre de commerce et du Crédit Mobilier	15 000	15 000	15 000
ANPI	Coût de dépôt	5 000	5 000	5 000
	Total	61 000	86 000	180 000

Date de dépôt : Le ……/……./…… à …….H ..... mn

Nom/Prénom et signature du demandeur

ANPI - Agent chargé du dossier (nom et prénom)

[1] Frais indicatif (en fonction du nombre des pages)

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Economie, de l'Industrie des Investissements
Chargé de l'intégration économique

FICHE DE RENSEIGNEMENT SUR LA CREATION D'ENTREPRISE : SARL/SARLU/SA

Informations générales

Informations à fournir pour la création d'entreprise		
Dénomination sociale		
Forme juridique		
Capital Social		
Objet Social	1. 2. 3. 4. 5.	
Nombre des Associés		
Coordonnées des associés		
Parts des associés	1. 2. 3.	
Siège de l'entreprise		
Dirigeant social (Gérant, DG, etc.)	1. Nom du/de la Gérant (e) : ..... Profession : ..... Genre (F/M) : ☐ Année de naissance ☐ 2. Nom du/de la cogérant (e) : ..... Profession : ..... Genre (F/M) : ☐ Année de naissance ☐	
Coordonnées du dirigeant social		**Origine du capital :** - Comores : ☐ - Diaspora (France) : ☐ - IDE (préciser) : ☐

Office Comorien des Produits de Rente
OCPR

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité – Développement
***** ***** ***** *****

QUITUS D'EXPORTATION

VANILLE - GIROFLE - AUTRES
☐ ☐ ☐

Campagne : 202….. / 202….

Année 202 ...

Numéro d'ordre :……..

Du ..... / ..... / 202 ....

Nom et Prénom de l'exportateur : ……

(Ou raison Sociale)

Désignation du contrat de vente : ……..

……

…… ……..

Destinations	Date d'exportation prévue	Vanille			Girofle	Autres	TOTAL
		Composition quantitative de Vanille contrôlée			Qualité	.....	
		3ème ou Supérieur (Vanille ménagère)	(Vanille industrielle)		CG 3		
			4ème	Vrac			

Signature du Responsable de l'OCPR

Signature et cachet du chef de contrôle Phytosanitaire de l'OCPR

UNION DES COMORES

CATEGORIE

Office Comorien
des Produits de Rente
OCPR

CAMPAGNE DE VANILLE

Année 2023

VIGNETTE D'AGREMENT DES ATELIERS

DES PREPARATEURS, EXPORTATEURS ET GROUPES

Code ;.....

N°.....

NOM ET PRENOM :.....

Lieu de naissances :.....

Lieu de Magasin :.....

Commune :.....

Préfecture ;.....

N° de Carte professionnelle

Signature et cachet

Le Directeur Général

Office Comorien des Produits de Rente OCPR

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité - Développement

CERTEFICAT PHYTOSANIAIRE

Vanille - Girofle –Ylang-Ylang - Autres

☐ ☐ ☐ ☐

N°: .....

Informations sur Exportateur	
Noms et Prénoms :	N° de carte professionnel :
Numéro de téléphone :	Activité principale :
Adresse (siège, ville, boite postale)	E-mail :

Information sur le (s) Produit (s) et traitement			
Nature (s) du/des produits	Traitement	Quantités (T)/ (Kg)	Concentration

Raison de l'exportation : Echantillon ☐ Exportation ☐

Qualité :	a) Sain ☐	b) Pourri ☐	c) Dilué ☐	d) Moisis ☐	e) Présence ravageurs ☐	f) présence moisissure ☐

Noms et adresse déclaré du destinataire :	Situation sociale du destinataire :

Informations sur le Transport				
Aérien ☐	Maritime ☐	Terrestre ☐	Nom et adresse de la compagnie transport:	
Pays de destination :	Nbre colis	Port d'entrée	Type emballage :	Scellé: ☐ Non scellé : ☐

Déclaration supplémentaire :

Information sur le Service de contrôle			
Nom et Téléphone du Contrôleur Phytosanitaire	Cachet et Signature du Contrôleur	Nom de Responsable de Brigade de contrôle (Douane)	Brigade de contrôle
Date/ heure de contrôle Le ...../...../20.....	Décision primaire : ☐ Certificat accordé ☐ Certificat non accordé		

Office Comorien des Produits de Rente OCPR

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité – Développement

***** ***** ***** *****

CERTEFICAT DE CONTROLE

DU CONDITIONNEMENT ET D'ORIGINE

N° :

Poste de : .....

Nom de l'Exportation : .....

Domicile de l'Exportation : .....

Nature du Produit : .....

Nombre et nature de Colis : .....

Marque et numéros : .....

Poids Total déclaré

Bruit : .....

Net : .....

Marque ou région d'Origine : .....

Usage auquel le produit est destiné : .....

Classement demandé : .....

Référence du tableau de nomenclature des produits : .....

Résultats des dosages et analyses : .....

Classement accordé : .....

Observation : .....

Date d'expiration du présent certificat : .....

Nom du destinataire : .....

Domicile : .....

Destination (Pays / port) : .....

Navire Chargeur : .....

Date d'embarquement : ...../...../.....

Fait à .....le ...../ ...../ 20 .....

Le chef de poste de contrôle du conditionnement

CADRE DE RESERVE AU SERVICE DE CONTROLE (OCPR)	CADRE RESERVE AU SERVICE DES DOUANES
VERIFICATION	**CERTEFICAT**
Je soussigné Mr/Mme : Déclare avoir examiné à la requête De Le à heures Un lot de Objet de la demande de vérification enregistrée Le sous N° Et certifie que le lot est satisfait aux conditions fixées Par Pour être classé comme suit A .....le ...../...../20..... ***L'agent vérificateur***	Je soussigné Mr/Mme : Certifie que : 1. Les marchandises désignées ci-contre ont été vérifié par le service de contrôle de conditionnement 2. Ces marchandises sont originaires du territoire des Comores En foi de quoi est délivré le présent certificat pour valoir ce certificat d'origine A .....le...../...../20..... ***Le receveur de Douane***
LIQUIDATION DES TAXES ACCESSOIRES	**LIQUIDATION DES DROITS ET DES TAXES**
Magasinages ..... Plombs ..... Vacations ..... Heures supplémentaires ..... Divers ..... Total des Taxes accessoires	Taxes de Vérification ..... Total des Taxes accessoires ..... Total général à percevoir ..... **Quittance N°** .....du ...../...../20.....
PROROGATION DE VALIDITE	
Date des vérifications Décisions du contrôle Reference décisions Date limite de prorogation Visa des contrôles	
ENDOS	

Nom de Vendeur : .....

Nom de l'acheteur : .....

Date de la vente : .....

Signature de vendeur

UNION DES COMORES

Unité Solidarité Développement

****

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ARTISANAT

****

INRAPE

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, LA PECHE ET L'ENVIRONNEMENT

****

AUTORISATION D'EXPORTATION

N°24- /INRAPE/DG

Je soussigné **Dr ABDOU AZALI Hamza**, Directeur Général de l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, la pêche et l'Environnement (**INRAPE**), autorise par la présente, «.....», d'exporter les produits consignés dans le tableau ci-dessous vers **le** ..... à des fins professionnels:

VARIETE	QUANTITE
-	
-	
-	

- **Ces produits doivent être exportés en tous points conformément aux conditions phytosanitaires.**
- **Ces produits ne présentent aucun danger.**

En foi de quoi la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit

Fait à Moroni le, 28/11/2024

Le Directeur Général de l'INRAPE

Dr ABDOU AZALI HAMZA

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement

Institut National de Recherche pour L'Agriculture, la pêche et l'Environnement

Département de Contrôle, d'Inspection Sanitaire et Phytosanitaire

جمهورية القمر المتحدة
الوحدة -التضامن - التنمية

وزارة الطاقة ، الزراعة ، الثروة السمكية والبيئة

المعهد الوطني للبحوث للزراعة والثروة السمكية والبيئة

INRAPE

Certificat Phytosanitaire

Nom et adresse de l'expéditeur /Name and address of exporter :	Pays d'expedition/ Shipping country: Union des Comores	N° de référence du certificat/certificate reference number : Réf **: N°24 - /DCISP/CD**
Nom et adresse du destination/Name address of conignee :	Autorité Centrale Compétente/ Competent Central Authority : Institut National de Recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE)	Date Inspection/ inspection date : //2024
Moyen de transport/shipping transport: Avion		Lieu d'origine/ Place of origin: Grande Comores
Marques des colis; nom des colis et nom botanique des végétaux/ marks and name of packages ; botanical name of plants : vanille (Vanilla planifolia)		Poids Nets/kg / Net Weight / kg:
		Nombre des colis/ Number of packages:

Il est certifié que les produits végétaux et d'origines végétales décrits ci –dessus : ont été inspectés suivants des procédures officielles appropriées et estimés exempte d'organismes de la quarantaine comme spécifié par la partie contractante importatrice et qu'ils sont jugés conformes aux exigences phytosanitaires en vigueur de la partie contractante importatrice, y compris à celles concernant les organismes règlementés non quarantaine.
Le produit est autorisé à la consommation humaine.
This is to certify that the plants, plant products or other regulated articles described above: have been inspected and / or tested according to appropriate official procedures and are considered to be free from the quarantine pests as specified by the importing contracting party and to conform with the current phytosanitary requirements of the importing contracting party, including those for regulated non-quarantine pests.
The product is authorized of human consumption.

Déclaration supplémentaire/ additional declaration:	Lieu de délivrance/place of Issue : Moroni Grande Comore Date : 02/09/2024 Chef du département : Dr AMED Mhoudini Signature :

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement

Institut National de Recherche pour L'Agriculture, la Pêche et l'Environnement

Département de Contrôle et d'Inspection Sanitaire et Phytosanitaire

INRAPE

جمهورية القمر المتحدة
الوحدة ـ التضامن ـ التنمية

وزارة الطاقة،الزراعة،الثروة السمكية والبيئة

المعهد الوطني للبحوث للزراعة والثروة السمكية والبيئة

Réf : N°24- /DCISP/CD

CERTIFICAT DE CONFORMITE

Identification de l'importateur:

- Nom :.....
- Adresse:.....
- Téléphone :.....

Identification de Transport:

- Date de debarquement.....
- Mode de transport : .....
- Pays d'expédition :.....

Identification de Marchandise:

- Date d'Inspection :.....
- Nature :.....
- Marque Commercial :.....
- Nombre :.....
- Poids Net :.....
- N° de Lot :.....
- Date de péremption :.....
- N° TC :.....
  .....
  .....

Certification

Nous, soussignés, Département de Contrôle, d'Inspection Sanitaire et Phytosanitaire(DCISP), certifions que les produits décris ci-dessus, ont fait objet d'une inspection et contrôle sanitaire au terme de laquelle ils ont été reconnus propres à la consommation humaine ☐animale ☐ autres☐

Moroni, le / /2024

Le chef de Département

Docteur AMED Mhoudini

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement

Institut National de Recherche pour L'Agriculture, la pêche et l'Environnement

Département Contrôles et Inspection sanitaire et phytosanitaires

INRAPE

جمهورية القمر المتحدة
الوحدة -التضامن- التنمية

وزارة الطاقة ،الزراعة ، الثروة السمكية والبيئة

المعهد الوطني للبحوث للزراعة والثروة السمكية والبيئة

Réf : N°24 - /DCISP/CD

Moroni, le / /2024

FICHE D'INSPECTION SANITAIRE

Identification de l'importateur

- Date de l'inspection: ……..
- Nom &Prénoms: ……
- Adresse: ……
- Telephone:……
- N° Agrement(ref): ……

Identification de document

- N° d'autorisation :……
- N° de certificat :……
- Date délivrée :……
- Moyen de transport: ……et Date d'arrivé……
- Expediteur: ……

Identification de Produit importé

Nom/Marque Produit	Qtité/Nbre de colis	Unite/kg /Litre	Date de Production	Date d' Expiration	N° de lot	Poids total	TC/bateau

Observation: ……

Decisions:

- Autorisé : ……
- Triage : ……
- Attente de Résultat : ……
- Réexporté : ……
- Saisie: ……
- Autres: ……

Nom et Signature de l'Agent d'Inspection

Inspecteur Officiel

COMESA CERTIFICATE OF ORIGIN

KM 00214

1. Exporter (name & office address) Exportateur (nom et adresse commerciale) Exportador (nome e endereco comercial)	Ref. No ..... No. de ref ..... No. de ref .....
2. Consignee (name & office adress) Destinataire (nom et adresse commerciale) Destinatario (nome e endereco comercial)	**COMMON MARKET FOR EASTERN AND SOUTHERN AFRICA** **MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE** **MERCADO COMUM DA AFRICA ORIENTALE E AUSTRAL**
3. Country, group of countries in wich the products are originating from Pay ou groupe de pays dont les produits sont originaires Pais, ou grupo de paises origário do produto	**CERTIFICATE OF ORIGIN** **CERTIFICAT D'ORIGINE** **CERTIFICADO DE ORIGEM**
4. Particulars of transport Renseignements concernant le transport Informações ao transporte	5. For official use Reservé à l'usage officiel Reservado para uso official

6. Marks and numbers ; number and kind of package ; description of goods Marques et numéro et types d'emballages ; désignation des marchandises Marcas e numeros ; quantidas e natureza das emballagens ; designacao das mercadorias	7. Customs tariff No Tarif douanier No Direito aduaneiro No	8. Origin criterion (see overleaf) Critère d'origine (voir au verso) Criterio de origem (ver no verso)	9. Gross weight or other quantity Poids brut ou autre quantité Peso bruto ou outra medica	10. Invoice No No de facture Factura No

11. DECLARATION BY EXPORTER/PRODUCER/SUPPLIER* DECLARATION DE L'EXPORTATEUR/ PRODUCTEUR/FOURNISSEUR DECLARACAO DO EXPORTADOR/PRODUCTOR/FORNECEDOR*	12. CERTIFICATE OF ORIGIN CERTIFICAT D'ORIGINE CERTIFICATED DE ORIGEM
I, the undersigned, hereby declare that the above details and statements are correct, that all goods are produced in ..... Je soussigné, déclare que les éléments et déclarations ci-dessus sont corrects, et que les marchandises sont produites en ..... Eu, abaixo assinado, declaro que as informaçoes e declaracoes acima prestadas sao correctas e que todos os produtos sao prodizidos em .... Place, date, signature of declarant Lieu, date et signature du déclarant Local, data e assinatura do declarante	It is hereby certified that the above-mentioned goods are of ..... origin Nous certifions que les marchandises sus-mentionées sont d'origine ..... Certica-se que os produtoctos acima referidas sao originarios de ..... Certificate of customs or other designated authority Certificat des douanes ou autres autorités désignées Certificado da alfandega ou de aoutra autotoridade designada STAMP - SCEAU - CARIMBO

* Please delete the description not applicable - Rayer les mentions inutiles - Riscar o que nao interessar

UNION DES COMORES

جمهورية القمر المتحدة

UNITÉ - SOLIDARITÉ - DÉVELOPPEMENT

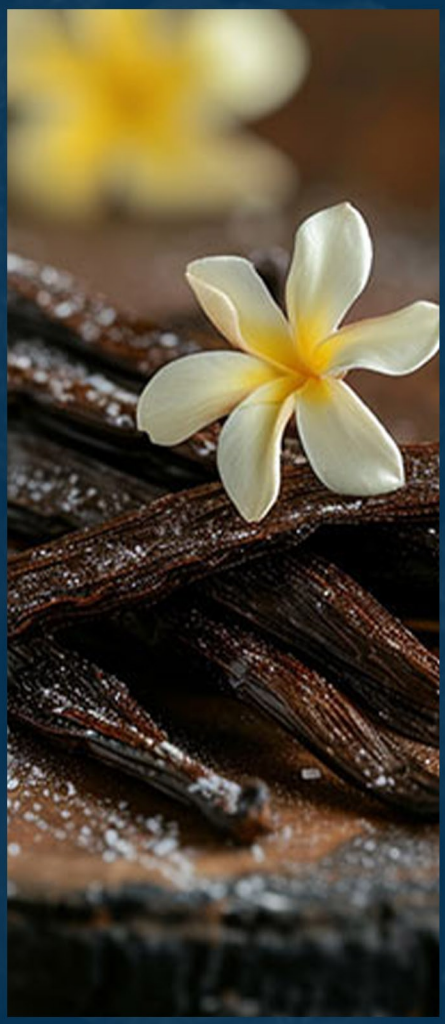
UCCIA

Union des Chambres de Commerce
d'Industrie et d'Artisanat

Office Comorien
des Produits de Rente
OCPR

EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD







Octobre 2024

GUIDE DES PROCEDURES D'EXPORTATIONS DES PRODUITS DE RENTE UNION DES COMORES